

L'HUMAIN D'ABORD !



Janvier 2014

Journal du secteur entreprises du PCF 63

LA VERITE SUR LE COUT DU CAPITAL

*Qu'est ce que le coût du capital ? Pourquoi parle-t-on de « coût du travail » ?
Le travail ne crée-t-il pas les richesses ? N'est-il pas une richesse ?*

Dans ce numéro de notre « Journal Entreprises », nous allons montrer comment **le patronat, les actionnaires ont entrepris, depuis longtemps, une campagne idéologique visant à faire croire que c'est la rémunération du travail qui handicape l'économie.**

Elle porte ses fruits puisque François Hollande s'y est rallié faisant de la baisse du «coût» du travail et celle de la dépense publique, l'objectif numéro 1 de l'action du gouvernement. C'est un discours libéral qu'a tenu le chef de l'Etat ayant à coeur de répondre aux attentes du Medef sans jamais évoquer la situation des salariés, des chômeurs ou précaires.

C'est pourtant cette politique menée depuis des années qui nous a conduits dans la crise et ne nous permet pas d'en sortir aujourd'hui.

C'est le poids de la finance, du capital qui asphyxie l'économie, la production de richesses réelles.

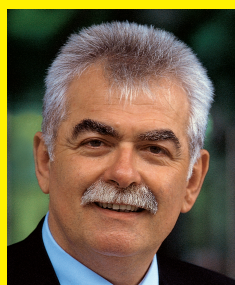
Il faut en finir avec le prétendu « *coût du travail* ». **Le vrai danger, c'est le coût du capital.**

Il faut une offensive d'ampleur des salariés pour exiger la fin de l'austérité, l'augmentation des salaires, une politique de relance créatrice d'emplois. Il faut que le gouvernement change de cap, qu'il mette le cap à gauche et réponde aux attentes de ceux qui ont voulu le changement !



Cyril CINEUX

Secrétaire départemental
du PCF63



MEETING DEPARTEMENTAL

avec André CHASSAIGNE (PCF), Christian PICQUET (Gauche Unitaire), Claude DEBONS (GU), et les candidat(e)s aux élections municipales.

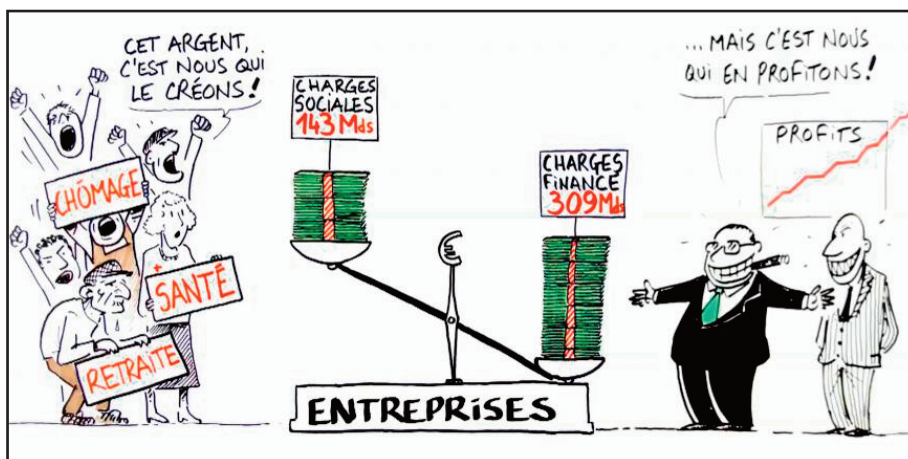
**JEUDI 27 FÉVRIER À 20H - MAISON DU PEUPLE
CLERMONT FERRAND**

LE « COÛT DU TRAVAIL » EN 4 QUESTIONS

Le MEDEF, relayé par tous les experts médiatiques et le gouvernement, a lancé une grande offensive idéologique pour imposer l'idée que c'est le « coût du travail » qui pénaliserait notre économie, et qu'il n'y aurait pas d'autre solution que de le faire baisser.

1 Mais de quoi parle-t-on en réalité ?

90 % des travailleurs de notre pays sont des salariés. Le « coût du travail », c'est en réalité votre **salaire direct** et votre salaire socialisé. Il s'agit donc de la rémunération que vous percevez (salaire direct) et des cotisations sociales salariales et cotisations sociales patronales (salaire socialisé) qui servent à financer la protection sociale dans notre pays. Quant on parle de baisser le « coût du travail », **on parle donc concrètement de baisser votre salaire !**



2 Mais pour les entreprises, il s'agit bien d'un « coût », non ?

Pour produire des richesses, les entreprises font face à différents types de dépenses indispensables qui, dans leur logique capitaliste, sont autant de coûts :

- achats de matières premières, de produits semi-finis et de services ;
- salaires, y compris cotisations sociales des salariés ;
- cotisations sociales des employeurs ;
- amortissements du capital ;
- dividendes versés aux actionnaires ;
- intérêts payés aux banques sur les crédits.

Ce que le MEDEF et ses relais d'opinion appellent le « *coût du travail* » et qui nous est présenté comme insupportablement élevé en France, ce sont les salaires et les cotisations sociales. C'est ce qui nous permet de vivre en travaillant. **Or, il faut savoir que le travail, qui crée les richesses, ne représente que 12 à 15 % de l'ensemble des coûts des entreprises.**

Le capital crée les riches, le travail crée la richesse.

3 Mais pourquoi alors nous bassiner à longueur d'antenne uniquement sur ce « coût » là ?

C'est bien là l'objet de la manipulation intellectuelle du patronat. Pendant qu'on parle du « coût du travail », et qu'on culpabilise les salariés, on ne parle pas du coût du capital qui est lui devenu exorbitant ! On s'explique. En réalité, ce qui pèse principalement

sur la compétitivité des entreprises, ce n'est pas le travail, **c'est le coût du capital, c'est-à-dire les dividendes versés aux actionnaires et les intérêts payés aux banques par les entreprises.** En France, ce sont 300 milliards d'euros qui sont ainsi chaque année prélevés sur l'économie. Pour aller où ? Dans la poche des riches actionnaires et des banquiers. En comparaison, l'ensemble des cotisations sociales versées par les entreprises chaque année, c'est 157 milliards !

4 Mais alors, que fait-on pour qu'on arrête de nous raconter des histoires ?

A chaque fois qu'on nous rabâche qu'il faut s'attaquer au « coût du travail » commençons par affirmer que c'est bien plus au coût du capital qu'il faut s'attaquer. Le plus souvent cet argent prélevé sur les richesses créées par le travail ne revient pas dans l'appareil productif pour innover, pour investir ou créer de l'emploi. Au contraire, en France, les entreprises versent plus de 50 % de leurs bénéfices aux actionnaires. Autant d'argent qui n'ira ni à la recherche, ni dans de nouvelles machines, ni dans l'emploi et la formation des salariés : c'est pourtant là que se trouvent les richesses de demain. **En quelque sorte, le capital crée les riches, le travail crée la richesse.**

C'est pour empêcher cette dérive dramatique pour notre pays que le PCF a lancé une grande campagne contre le coût du capital. **Commencer par savoir de quoi on parle, c'est essentiel pour ne pas se laisser marcher sur les pieds.**

ET SI ON PARLAIT DU COÛT DU CAPITAL ?

Pour le PCF, c'est clair : le détournement de langage sur le pseudo « coût du travail » vise à protéger et dédouaner les vrais responsables de la crise à savoir la finance, les spéculateurs et les gros actionnaires, bref le capital.

Entre 1978 et 2008, la rémunération du capital a été multipliée par 36 avec près de 250 milliards d'Euros réservés aux dividendes des actionnaires quand dans le même temps la masse salariale n'a fait que quadrupler. Pour exemple le principal opérateur de téléphonie « Orange », issu du Service Public des Postes et Télécoms, a versé en dix ans près de 30 milliards d'Euros de dividendes aux actionnaires soit plus que sa capitalisation boursière actuelle. Dans cette entreprise qui possède un triste record de suicides au travail, on se rend bien compte que la privatisation n'a pas bénéficié aux salariés touchés par des milliers de suppressions d'emplois ni aux usagers qui voient leur factures exploser alors que les actionnaires « se couvrent d'or »

Selon Nasser MANSOURI, économiste « avec les mesures de déréglementation et de libéralisation des économies, les marchés financiers ont pris du pouvoir et désormais la logique financière l'emporte sur la logique industrielle. Auparavant, on commençait par produire, puis avec l'argent de cette production on rémunérait le capital. À présent, la rémunération du capital est devenue le but ultime de l'entreprise, et l'orientation de la production (c'est-à-dire ce qu'il convient de produire, où et avec quels moyens ?) se fait en fonction de l'intérêt de la finance. »

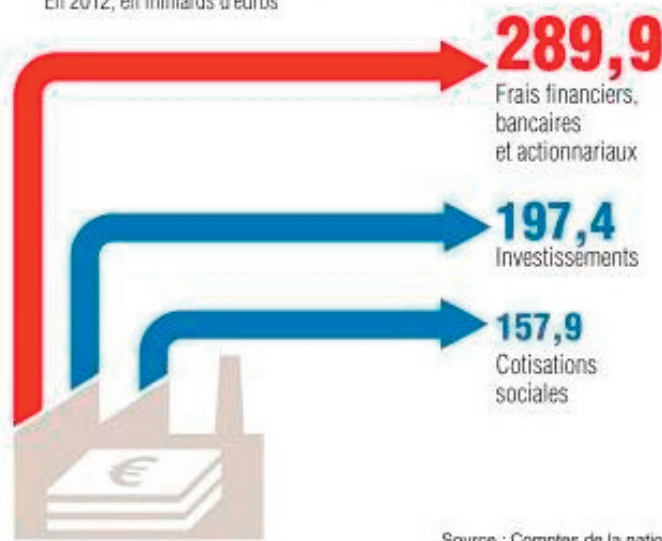
Et le travail du dimanche ?

Le débat sur l'ouverture des magasins le dimanche revient régulièrement dans l'actualité. A chaque fois, les gouvernements se sentent dans l'obligation de légiférer, toujours en défaveur des salariés.

Comme pour le soi-disant « coût du travail », la campagne sur le travail du dimanche vise, en réalité, à déréguler le droit du travail. Ce n'est pas parce que les magasins seront ouverts le dimanche que les consommateurs achèteront plus. Ce qui sera acheté le dimanche ne le sera pas le lundi. C'est un faux débat qui cache mal une attaque en règle contre le code du travail.

« COÛT DU TRAVAIL » OU POMPE À FINANCE ?

En 2012, en milliards d'euros



CAC 40 : DES GROUPES VAMPIRES

Profits, en milliards d'euros



Ainsi depuis 1980, 10 % de richesses produites en France ont été détournées des « poches » des travailleurs pour « engraisser » le capital qui escroque le monde du travail de plusieurs centaines de milliards d'Euros chaque année.

Nasser MANSOURI explique cet énorme gâchis : « le potentiel productif ne se développe pas, car les moyens de production stagnent. Le rythme de croissance économique s'affaiblit. Là encore, les statistiques sont parlantes : jusqu'au milieu des années 1970, le taux de croissance économique annuel était de l'ordre de 5 à 6 %. Après, on est tombé à 2 % et depuis 2008, on tend vers 0 %. Le PIB français (2000 milliards d'euros environ) est au même niveau qu'en 2007. L'économie fait du sur-place. D'où l'explosion du chômage et l'appauvrissement d'une grande partie de la population. »

Le capital, ce sont les travailleurs qui le constituent et les actionnaires qui en profitent.

MUNICIPALES : DES ELUS COMMUNISTES UTILES

A quelques semaines des élections municipales des 23 et 30 mars 2014, les militants et élus municipaux communistes sont à pied d'œuvre, pour faire entendre leurs propositions alternatives en matière de développement de l'emploi, de défense des services publics, de maintien des garanties collectives et du droit du travail au sein même des futurs projets municipaux.

Osons le dire, ces élus, ou futurs élus municipaux communistes ou soutenus par le PCF, ne sont pas des élus comme les autres. Ils sont régulièrement devant les entreprises, comme avec ce journal, pour rencontrer les salariés, connaître et relayer leurs difficultés. **Ils sont présents lors des conflits sociaux ou des plans de licenciements, pour pousser au sein des institutions les alternatives aux suppressions d'emplois. Ils sont les relais des luttes sociales et du combat des salariés pour la sauvegarde de leur emploi, l'amélioration de leurs conditions de travail ou le respect de leurs droits.**

Prenons l'exemple d'André Chassaigne, député communiste du Puy-de-Dôme, président du groupe Front de Gauche à l'Assemblée Nationale. C'est bien parce qu'il était présent aux côtés des dernières luttes des salariés d'Elba dans le Puy-de-Dôme, de FRALIB dans les Bouches du Rhône, de Pilpa dans l'Aude, de M-Real dans l'Eure, des Continentale Nutrition dans le Vaucluse... qu'il porte un discours près des réalités à l'Assemblée nationale. C'était notamment le cas le 16 mai dernier, pour mettre en débat la proposition de loi visant

à interdire les licenciements boursiers et les suppressions d'emplois abusives, ou celle demandant l'amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives.

A l'heure où une partie de la gauche préfère soutenir les politiques d'austérité, synonymes de casse des salaires, de licenciements abusifs, de destruction du tissu industriel et des services publics, nous sommes convaincus que les salariés et les agents de la fonction publique ont plus que jamais besoin d'élus locaux, de relais, réellement à leur écoute, capables de jouer pleinement leur rôle à la fois sur le terrain, aux côtés des travailleurs en lutte, qu'au sein des municipalités.

Car être utile, ce n'est pas se contenter de dénoncer les mauvais coups quand ils arrivent. C'est à chaque fois partir des attentes et des besoins pour construire collectivement des réponses à porter ensuite au sein même des institutions. Pour les salariés, pour le monde du travail, la présence d'élus municipaux communistes, c'est une garantie d'élus utiles avant tout !



☐ Je m'engage, au sein du Front de Gauche
Je rejoins le Parti Communiste Français

Nom : Prénom :
Tel : Portable :
Adresse :
Mail :

Merci de retourner ce coupon à l'adresse suivante ou de le remettre à un militant communiste :
Fédération PCF du Puy de Dôme / 34 rue des clos - BP14 / 63018 Clermont-Ferrand cedex 2